

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 51.221/AG
51.222/AG
DU 2 MAI 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 51.221/AV
51.222/AV
VAN 2 MEI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par la Présidente du Sénat, le 5 avril 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur :

- une proposition de loi spéciale « modifiant la législation électorale en vue de renforcer la démocratie et la crédibilité du politique » (*Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1570/1) ;
- une proposition de loi « modifiant la législation électorale en vue de renforcer la démocratie et la crédibilité du politique » (*Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1571/1) ;

a donné l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling Wetgeving, op 5 april 2012 door de Voorzitster van de Senaat verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen ^(*), van advies te dienen over:

- een voorstel van bijzondere wet “tot wijziging van de kieswetgeving ter versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid” (*Parl. St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1570/1);
- een wetsvoorstel “tot wijziging van de kieswetgeving ter versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid” (*Parl. St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1571/1);

heeft het volgende advies gegeven:

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnée le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

Par ailleurs, le présent avis comporte également des observations sur d'autres points. Il ne peut toutefois s'en déduire que, dans le délai qui lui est imparti, la section de législation a pu procéder à un examen exhaustif des propositions.

*

PORTÉE DES PROPOSITIONS

2. Les propositions soumises pour avis ont pour objet de faire en sorte que, pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Parlement flamand et le Parlement wallon (proposition de loi spéciale), d'une part, et pour le Parlement européen, la Chambre des représentants et le Parlement de la Communauté germanophone (proposition de loi), d'autre part, les règles suivantes s'appliquent :

- interdiction du cumul de candidatures à des élections dont les mandats sont incompatibles entre eux ;

- démission de plein droit d'un mandat électif dans le cas où le mandataire est élu en tant que membre effectif d'une autre assemblée parlementaire, lorsque ces mandats sont incompatibles entre eux ;

- interdiction du cumul de candidatures, sur une même liste, entre une place effective et une place suppléante.

À cet effet, ces propositions visent à apporter des modifications au Code électoral, à la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', à la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', à la loi du 31 décembre 1983 'de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone', à la loi du 23 mars 1989 'relative à l'élection du Parlement européen' et à la loi du 6 juillet 1990 'régulant les modalités de l'élection du Parlement de la Communauté germanophone'.

Les différentes lois à adopter devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2014 et être d'application pour la première fois aux élections pour le Parlement européen qui suivront

¹ S'agissant d'une proposition de loi spéciale et d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

leur publication au Moniteur belge, ainsi qu'aux autres élections qui seront organisées simultanément.

Comme il est observé dans les développements de la proposition de loi, les dispositions du Code électoral relatives aux élections pour le Sénat restent d'application. Elles seront modifiées au moment de la réforme du Sénat ².

OBSERVATION GÉNÉRALE

3. Les développements de chacune des deux propositions soulignent qu'« elles s'inscrivent dans la logique des propositions de loi et des propositions de loi spéciale qui ont été antérieurement soumises à la Chambre des représentants et au Sénat (5-434 ; 5-435 ; 5-864 ; 5-865 ; 5-866 ; 5-875) et sur lesquelles le Conseil d'État a déjà rendu des avis le 14 juin 2011 (n^{os} 49.440/2/VR à 49.443/2/VR, n^{os} 49.444/2/VR à 49.445/2/VR, n^{os} 49.446/2/VR et n^{os} 49.447/2/VR à 49.450/2/VR) » ³.

Par conséquent, et eu égard au bref délai qui lui a été imparti pour donner son avis, le Conseil d'État, section de législation, n'a plus consacré, en ce qui concerne les propositions soumises pour avis, d'examen approfondi aux principes dégagés dans les avis précités. On se rapportera dès lors à ceux-ci.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Proposition de loi spéciale 'modifiant la législation électorale en vue de renforcer la démocratie et la crédibilité du politique' (Doc. parl., Sénat, 2011-2012, n° 5-1570/1)

Article 3

4.1. Aux termes de l'article 24^{ter}, alinéa 1^{er}, proposé de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée, le membre du Parlement flamand ou du Parlement wallon perd de plein droit cette qualité lorsqu'il s'est porté candidat à l'élection pour la Chambre des représentants ou le Parlement européen et qu'il y a été élu en qualité d'effectif. La qualité de membre, respectivement, du Parlement flamand ou du Parlement wallon se perd au jour de la validation du nouveau mandat effectif.

Une règle identique est prévue, à l'article 24^{ter}, alinéas 2 et 3, proposé, en ce qui concerne le membre du Parlement flamand quand il s'est porté candidat à l'élection pour

² Doc. parl., Sénat, 2011-2012, n° 5-1571/1, p. 2.

³ Doc. parl., Sénat, 2011-2012, n° 5-1570/1, p. 2 et n° 5-1571/1, p. 2

le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ou pour le Parlement de la Communauté germanophone, qu'il y a été élu en qualité d'effectif et son mandat validé.

4.2. À cet égard, il faut cependant observer que l'article 117, alinéa 2, de la Constitution dispose qu'à moins qu'une loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, en dispose autrement, les élections pour les parlements de communauté et de région ont lieu le même jour et coïncident avec les élections pour le Parlement européen.

Aussi longtemps qu'il n'est pas fait usage de la possibilité de ne plus faire coïncider ces élections, l'article 24^{ter}, alinéa 1^{er}, proposé, semble être dénué de pertinence en ce qui concerne les élections pour le Parlement européen.

4.3. L'article 24^{ter}, alinéa 3, proposé ne peut, par la combinaison de l'article 24^{bis}, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée et de l'article 5 de la loi du 6 juillet 1990 précitée, trouver à s'appliquer. En effet, l'article 24^{bis}, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée précise les conditions auxquelles il y a lieu de satisfaire pour être élu en qualité de membre du Parlement flamand. Parmi ces conditions figure celle d'avoir son domicile dans une commune faisant partie du territoire de la Région flamande et, en conséquence, d'être inscrit au registre de la population de cette commune. Si un candidat remplit cette condition, il ne lui est nécessairement pas possible de satisfaire concomitamment à l'une des conditions que requiert l'article 5, § 1^{er}, 3°, de la loi du 6 juillet 1990 précitée, à savoir être inscrit au registre de la population d'une commune faisant partie du territoire de la Région de langue allemande et donc y avoir son domicile.

L'article 24^{ter}, alinéa 3, proposé est donc inutile et doit être omis.

Article 4

5. La version néerlandaise de l'article 28^{bis}, § 2, alinéa 5, proposé de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée doit être alignée sur la version française. Le mot « tegelijk » figurant dans le premier membre de phrase de la version néerlandaise doit donc être omis.

Article 5

6.1. Dans la version française, l'article 12^{bis}, alinéa 1^{er}, proposé, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée prévoit que :

« Le membre du Parlement (de la Région de Bruxelles-Capitale) qui s'est porté candidat à l'élection pour la Chambre des représentants, le Parlement flamand ou le Parlement européen, et qui est élu en qualité d'effectif, perd de plein droit sa qualité de membre du parlement au jour de la validation de son nouveau mandat effectif ».

La version néerlandaise de cet alinéa ajoute le Parlement wallon à l'énumération.

6.2. À cet égard, il faut cependant observer que l'article 117, alinéa 2, de la Constitution dispose qu'à moins qu'une loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, en dispose autrement, les élections pour les parlements de communauté et de région ont lieu le même jour et coïncident avec les élections pour le Parlement européen.

Aussi longtemps qu'il n'est pas fait usage de la possibilité de ne plus faire coïncider ces élections, l'article 12*bis*, alinéa 1^{er}, proposé, semble être dénué de pertinence en ce qui concerne les élections pour le Parlement flamand, (le Parlement wallon) et le Parlement européen.

6.3. En outre, en ce qui concerne les mots « het Waals[e] Parlement » figurant dans la version néerlandaise, il y a lieu d'observer qu'il n'est matériellement pas possible pour un candidat, respectivement pour les élections pour le Parlement wallon et pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, d'être au même moment domicilié, conformément à l'article 24*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, b), de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée, dans une commune de la Région wallonne et, en application de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, dans une commune faisant partie du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Dans la version néerlandaise, les mots « , het Waals[e] Parlement » doivent en conséquence être omis.

Article 6

7. La version française de l'article 17, § 4, alinéa 3, proposé de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée prévoit que :

« Nul ne peut se porter candidat pour les élections pour le Parlement (de la Région de Bruxelles-Capitale), s'il est en même temps candidat pour les élections pour la Chambre des représentants, le Parlement flamand, ou le Parlement européen, si ces élections ont lieu le même jour ».

La version néerlandaise de cet alinéa ajoute à l'énumération le Parlement wallon.

Comme il a été relevé à propos de la version néerlandaise de l'article 12*bis*, proposé, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 précitée, la condition de domicile requise respectivement par l'article 24*bis*, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, b), de la loi spéciale du 8 août 1980 précitée et par l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, de la même loi spéciale du 12 janvier 1989 ne

peut être satisfaite simultanément, de sorte que personne ne peut être en même temps candidat aux élections pour le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et pour le Parlement wallon.

Dans la version néerlandaise, les mots «, het Waals[e] Parlement » doivent en conséquence être omis.

Proposition de loi ‘modifiant la législation électorale en vue de renforcer la démocratie et la crédibilité du politique’ (Doc. parl., Sénat, 2011-2012, n° 5-1571/1)

Article 3

8. L’article 3, 2°, de la proposition de loi a pour objet de supprimer l’article 233, § 1^{er}, alinéa 2, deuxième phrase, du Code électoral, qui dispose que « le sénateur coopté qui, en tant que suppléant, achève le mandat d’un représentant, perd sa qualité de sénateur dès l’instant où il prête serment à la Chambre ».

Selon les développements de cette proposition de loi ⁴, il peut être procédé à cette abrogation dès lors que l’hypothèse du sénateur coopté qui devient membre de la Chambre des représentants en tant que suppléant est réglée par la réglementation proposée. On n’aperçoit cependant pas quelle est la disposition de la proposition de loi qui réglerait cette hypothèse.

Interrogé à ce sujet, le délégué a répondu que “bij nazicht blijkt dat het hele tweede lid van artikel 233, § 1, moet worden behouden”.

On peut se rallier à cette opinion. L’article 3, 2°, de la proposition de loi doit par conséquent être omis.

9. L’article 3, 3°, de la proposition de loi vise à remplacer l’article 233, § 2, alinéa 2, du Code électoral par des dispositions qui prévoient la perte de plein droit de la qualité de membre de la Chambre des représentants pour celui qui s’est porté candidat à l’élection pour le Parlement flamand, le Parlement wallon, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, le Parlement de la Communauté germanophone ou le Parlement européen, et qui est élu en qualité d’effectif ou qui a cessé de siéger par suite de sa nomination en qualité de ministre ou de secrétaire d’État du gouvernement fédéral ou par suite de son élection en qualité de ministre ou de secrétaire d’État d’un gouvernement de communauté ou de région.

⁴ Doc. parl., Sénat, 2011-2012, n° 5-1571/1, p. 7.

Interrogé quant aux conséquences de ce remplacement, le délégué a déclaré que “bij nazicht van de voorgestelde tekst, [...] het echter wel zo [lijkt] te zijn dat de gehele § 2 van artikel 233 (en niet enkel het tweede lid) dient te worden vervangen door de voorgestelde regeling (artikel 3, 3°, van het wetsvoorstel)”.

On peut se rallier à cette proposition dans la mesure où le premier alinéa de l'article 233, § 2, du Code électoral concerne les membres de la Chambre des représentants, mais pas là où cet alinéa concerne les sénateurs directement élus ou les sénateurs cooptés. Comme les développements de la proposition de loi le soulignent, les dispositions actuelles du Code électoral relatives aux élections pour le Sénat restent d'application. Elles seront modifiées au moment de la réforme du Sénat.

La portée du remplacement proposé de l'article 233, § 2, doit par conséquent être limitée aux élections pour la Chambre des représentants⁵.

Article 6

10. L'article 42bis, alinéa 1^{er}, proposé, de la loi du 23 mars 1989, précitée, prévoit que le membre du Parlement européen qui s'est porté candidat à l'élection pour la Chambre des représentants, le Parlement flamand, le Parlement wallon ou le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et qui est élu en qualité d'effectif, perd de plein droit sa qualité de membre du Parlement européen au jour de la validation de son nouveau mandat effectif.

À cet égard, il faut cependant observer que l'article 117, alinéa 2, de la Constitution dispose qu'à moins qu'une loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, en dispose autrement, les élections pour les parlements de communauté et de région ont lieu le même jour et coïncident avec les élections pour le Parlement européen.

Aussi longtemps qu'il n'est pas fait usage de la possibilité de ne plus faire coïncider ces élections, l'article 42bis, alinéa 1^{er}, proposé, semble être dénué de pertinence en ce qui concerne les élections pour le Parlement flamand, le Parlement wallon et le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale.

⁵ Voir l'avis 51.214/AG de ce jour sur une proposition de loi 'portant diverses modifications du Code électoral et de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen pour les élections de la Chambre des représentants et du Parlement européen et modifiant les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative' (*Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1560/1), observation 11.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Daarnaast bevat dit advies ook opmerkingen over andere punten. Daaruit mag echter niet worden afgeleid dat de afdeling wetgeving binnen de haar toegemeten termijn een exhaustief onderzoek van de voorstellen heeft kunnen verrichten.

*

STREKKING VAN DE VOORSTELLEN

2. De om advies voorgelegde voorstellen strekken ertoe, enerzijds, voor het Brussels Hoofdstedelijk Parlement, het Vlaams Parlement en het Waals Parlement (voorstel van bijzondere wet), en, anderzijds, voor het Europees Parlement, de Kamer van volksvertegenwoordigers en het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap (wetsvoorstel) in een volgende regeling te voorzien:

- het verbod op het gelijktijdig kandideren bij verkiezingen voor mandaten die onverenigbaar zijn;

- het ontslag van rechtswege uit een verkozen mandaat in geval de mandataris effectief verkozen wordt als lid van een andere parlementaire vergadering, wanneer deze mandaten onverenigbaar zijn;

- het verbod om op eenzelfde lijst gelijktijdig kandidaat te zijn voor een effectief mandaat en een mandaat als opvolger.

Te dien einde wordt met deze voorstellen beoogd wijzigingen aan te brengen in het Kieswetboek, de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’, de wet van 31 december 1983 ‘tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap’, de wet van 23 maart 1989 ‘betreffende de verkiezing van het Europees Parlement’ en de wet van 6 juli 1990 ‘tot regeling van de wijze waarop het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen’.

De respectieve aan te nemen wetten zouden in werking treden op 1 januari 2014 en voor de eerste keer van toepassing zijn op de verkiezingen voor het

¹ Aangezien het om een voorstel van bijzondere wet en een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met hogere rechtsnormen verstaan.

Europees Parlement die volgen op de bekendmaking van deze wetten in het Belgisch Staatsblad, evenals op de andere verkiezingen die gelijktijdig worden georganiseerd.

Zoals in de toelichting bij het wetsvoorstel wordt opgemerkt, blijven de huidige bepalingen van het Kieswetboek die betrekking hebben op de verkiezingen voor de Senaat verder van toepassing. Zij zullen worden gewijzigd op het ogenblik van de hervorming van de Senaat².

ALGEMENE OPMERKING

3. In de toelichting bij beide voorstellen wordt telkens erop gewezen dat “deze voorstellen passen in de logica van de wetsvoorstellen en de voorstellen van bijzondere wet die eerder werden ingediend in de Kamer van volksvertegenwoordigers en in de Senaat (5-434; 5-435; 5-864; 5-865; 5-866; 5-875) en waarover de Raad van State al op 14 juni 2011 adviezen heeft verleend (nrs. 49.440/2/VR tot 49.443/2/VR, nrs. 49.444/2/VR tot 49.445/2/VR, nr. 49.446/2/VR en nrs. 49.447/2/VR tot 49.450/2/VR)”³.

Gelet hierop en binnen de korte tijd die hem voor zijn advies is gelaten, heeft de Raad van State, afdeling Wetgeving, wat de om advies voorgelegde voorstellen betreft, geen extensief onderzoek meer gewijd aan de in die voormelde adviezen uitgewerkte beginselen. Er wordt dan ook verwezen naar deze adviezen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Voorstel van bijzondere wet ‘tot wijziging van de kieswetgeving ter versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid’ (Parl. St., Senaat, 2011-2012, nr. 5-1570/1)

Artikel 3

4.1. Volgens het voorgestelde artikel 24^{ter}, eerste lid, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 verliest het lid van het Vlaams Parlement of van het Waals Parlement van rechtswege zijn hoedanigheid van lid van dat Parlement wanneer hij zich kandidaat heeft gesteld bij een verkiezing voor de Kamer van volksvertegenwoordigers of het Europees Parlement en hij daar als effectief lid is verkozen. De hoedanigheid van lid respectievelijk van het Vlaams Parlement of van het Waals Parlement gaat teloor op de dag van de geldigverklaring van het nieuwe effectieve mandaat.

² Parl. St., Senaat, 2011-2012, nr. 5-1571/1, p. 2.

³ Parl. St., Senaat, 2011-2012, nr. 5-1570/1, p. 2 en nr. 5-1571/1, p. 2.

Een identieke regel is vervat in het voorgestelde artikel 24*ter*, tweede en derde lid, wat betreft het lid van het Vlaams Parlement dat zich kandidaat heeft gesteld bij de verkiezing voor het Brussels Hoofdstedelijk Parlement of voor het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, dat daar als effectief lid verkozen wordt en wiens mandaat geldig wordt verklaard.

4.2. Er dient in dat verband echter te worden opgemerkt dat artikel 117, tweede lid, van de Grondwet bepaalt dat, tenzij een wet, aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, er anders over beschikt, de verkiezingen voor de gemeenschaps- en gewestparlementen plaatsvinden op dezelfde dag, welke samenvalt met die van de verkiezingen voor het Europees Parlement.

Zolang geen gebruik wordt gemaakt van de mogelijkheid om deze verkiezingen niet langer te laten samenvallen, lijkt het voorgestelde artikel 24*ter*, eerste lid, weinig zinvol voor wat betreft de verkiezingen voor het Europees Parlement.

4.3. Het voorgestelde artikel 24*ter*, derde lid, kan, door de gecombineerde werking van artikel 24*bis*, § 1, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 en van artikel 5 van de voormelde wet van 6 juli 1990, geen toepassing vinden. In artikel 24*bis*, § 1, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 worden immers de voorwaarden bepaald die men moet vervullen om tot lid van het Vlaams Parlement te kunnen worden gekozen. Een van die voorwaarden bestaat erin zijn woonplaats te hebben in een gemeente van het grondgebied van het Vlaams Gewest en in overeenstemming daarmee ingeschreven te zijn in de bevolkingsregisters van die gemeente. Als een kandidaat aan die voorwaarde voldoet, is het hem uit de aard der zaak onmogelijk tegelijk te voldoen aan een van de voorwaarden gesteld in artikel 5, § 1, 3°, van de voormelde wet van 6 juli 1990, namelijk ingeschreven te zijn in het bevolkingsregister van een gemeente van het Duitse taalgebied en dus daar zijn woonplaats te hebben.

Het voorgestelde artikel 24*ter*, derde lid, is dus overbodig en dient dan ook weggelaten te worden.

Artikel 4

5. De Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 28*bis*, § 2, vijfde lid, van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 dient te worden afgestemd op de Franse tekst ervan. In het eerste zinsdeel van de Nederlandse tekst dient het woord “tegelijk” bijgevolg te worden geschrapt.

Artikel 5

6.1. De Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 12*bis*, eerste lid, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 luidt als volgt:

“Het lid van het (Brussels Hoofdstedelijk) Parlement dat zich kandidaat stelt bij de verkiezing voor de Kamer van volksvertegenwoordigers, het Vlaams Parlement, het Waalse Parlement of het Europese Parlement, en dat als effectief lid verkozen wordt, verliest van rechtswege zijn hoedanigheid van lid van het Parlement op de dag van de geldigverklaring van het nieuwe effectieve mandaat.”

In de Franse tekst van dit lid ontbreekt het Waals Parlement in deze opsomming.

6.2. Er dient in dat verband echter te worden opgemerkt dat artikel 117, tweede lid, van de Grondwet bepaalt dat, tenzij een wet, aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, er anders over beschikt, de verkiezingen voor de gemeenschaps- en gewestparlementen plaatsvinden op dezelfde dag, welke samenvalt met die van de verkiezingen voor het Europees Parlement.

Zolang geen gebruik wordt gemaakt van de mogelijkheid om deze verkiezingen niet langer te laten samenvallen, lijkt het voorgestelde artikel 12*bis*, eerste lid, weinig zinvol voor wat betreft de verkiezingen voor het Vlaams Parlement, (het Waals Parlement) en het Europees Parlement.

6.3. Wat de woorden “het Waals[e] Parlement” betreft, die alleen in de Nederlandse tekst voorkomen, dient voorts te worden opgemerkt dat het voor iemand die zich kandidaat heeft gesteld zowel voor de verkiezingen voor het Waals Parlement als voor de verkiezingen voor het Brussel Hoofdstedelijk Parlement, feitelijk onmogelijk is om op hetzelfde ogenblik zijn woonplaats te hebben in een gemeente van het Waals Gewest, overeenkomstig artikel 24*bis*, § 1, eerste lid, 4°, b), van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980, en, met toepassing van artikel 12, § 1, eerste lid, 4°, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989, in een gemeente van het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

In de Nederlandse tekst dienen de woorden “, het Waals[e] Parlement” dan ook te worden geschrapt.

Artikel 6

7. De Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 17, § 4, derde lid, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 luidt als volgt:

“Niemand mag zich kandidaat stellen voor de verkiezingen van het (Brussels Hoofdstedelijk)Parlement als hij tegelijk kandidaat is voor de verkiezingen voor de Kamer van volksvertegenwoordigers, het Vlaams Parlement, het Waalse Parlement of het Europese Parlement, wanneer deze verkiezingen op dezelfde dag plaatsvinden.”

In de Franse tekst van dit lid ontbreekt het Waals Parlement in deze opsomming.

Zoals opgemerkt is in verband met de Nederlandse tekst van het voorgestelde artikel 12bis van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989, kunnen de woonplaatsvereisten gesteld in respectievelijk artikel 24bis, § 1, eerste lid, 4°, b) van de voormelde bijzondere wet van 8 augustus 1980 en in artikel 12, § 1, eerste lid, 4°, van de voormelde bijzondere wet van 12 januari 1989 niet tegelijk vervuld zijn zodat niemand tegelijk kandidaat kan zijn voor de verkiezingen voor het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en voor de verkiezingen voor het Waals Parlement.

In de Nederlandse tekst dienen de woorden “, het Waals[e] Parlement” dan ook te worden geschrapt.

Wetsvoorstel ‘tot wijziging van de kieswetgeving ter versterking van de democratie en de politieke geloofwaardigheid’ (Parl. St., Senaat, 2011-2012, nr. 5-1571/1)

Artikel 3

8. Artikel 3, 2°, van het wetsvoorstel strekt tot de opheffing van artikel 233, § 1, tweede lid, tweede zin, van het Kieswetboek, naar luid waarvan “de gecoöpteerde senator die door opvolging een mandaat van een volksvertegenwoordiger verkrijgt [...], zijn hoedanigheid [verliest] als senator zodra hij de eed aflegt in de Kamer”.

Volgens de toelichting bij dit wetsvoorstel⁴ kan deze opheffing worden doorgevoerd nu de hypothese dat de gecoöpteerde senator door opvolging kamerlid wordt, wordt geregeld door de voorgestelde regeling. Het is echter niet duidelijk in welke bepaling van het wetsvoorstel deze hypothese zou zijn geregeld.

⁴ Parl. St., Senaat, 2011-2012, nr. 5-1571/1, p. 7.

Hierover om toelichting gevraagd, heeft de gemachtigde geantwoord dat “bij nazicht blijkt dat het hele tweede lid van artikel 233, § 1, moet worden behouden”.

Met die zienswijze kan worden ingestemd. Bijgevolg dient artikel 3, 2°, van het wetsvoorstel te worden weggelaten.

9. Artikel 3, 3°, van het wetsvoorstel strekt ertoe artikel 233, § 2, tweede lid, van het Kieswetboek te vervangen door bepalingen die in het verlies van rechtswege van de hoedanigheid van volksvertegenwoordiger voorzien voor de volksvertegenwoordiger die zich kandidaat heeft gesteld bij de verkiezing voor het Vlaams Parlement, het Waals Parlement, het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement, het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap of het Europees Parlement en die verkozen wordt als effectieve kandidaat of die ophield zitting te hebben ten gevolge van zijn benoeming tot minister of staatssecretaris van de federale regering of zijn verkiezing tot minister of staatssecretaris van een gemeenschaps- of gewestregering.

Om toelichting gevraagd betreffende de gevolgen van deze vervanging, heeft de gemachtigde verklaard dat “bij nazicht van de voorgestelde tekst, [...] het echter wel zo [lijkt] te zijn dat de gehele § 2 van artikel 233 (en niet enkel het tweede lid) dient te worden vervangen door de voorgestelde regeling (artikel 3, 3°, van het wetsvoorstel)”.

Met dit voorstel kan slechts worden ingestemd in zoverre het eerste lid van artikel 233, § 2, van het Kieswetboek betrekking heeft op de volksvertegenwoordigers, maar niet in zoverre dat lid betrekking heeft op de rechtstreeks verkozen senatoren of gecoöpteerde senatoren. Zoals in de toelichting bij het wetsvoorstel wordt opgemerkt, blijven de huidige bepalingen van het Kieswetboek die betrekking hebben op de verkiezingen voor de Senaat verder van toepassing. Zij zullen maar worden gewijzigd op het ogenblik van de hervorming van de Senaat.

Bijgevolg dient de reikwijdte van de voorgestelde vervanging van artikel 233, § 2, te worden beperkt tot de verkiezing voor de Kamer van volksvertegenwoordigers⁵.

⁵ Cfr. advies 51.214/AV van heden over een wetsvoorstel ‘houdende verscheidene wijzigingen van het Kieswetboek en van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement voor de verkiezingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van het Europese Parlement en tot wijziging van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken’ (*Parl. St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1560/1), opmerking 11.

Artikel 6

10. Luidens het voorgestelde artikel 42*bis*, eerste lid, van de voornoemde wet van 23 maart 1989 verliest het lid van het Europees Parlement dat zich kandidaat heeft gesteld bij de verkiezing voor de Kamer van volksvertegenwoordigers, het Vlaams Parlement, het Waals Parlement of het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement en dat als effectief lid wordt verkozen, van rechtswege zijn hoedanigheid van lid van het Europees Parlement op de dag van de geldigverklaring van zijn nieuwe effectieve mandaat.

Er dient in dat verband echter te worden opgemerkt dat artikel 117, tweede lid, van de Grondwet bepaalt dat, tenzij een wet, aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, er anders over beschikt, de verkiezingen voor de gemeenschaps- en gewestparlementen plaatsvinden op dezelfde dag, welke samenvalt met die van de verkiezingen voor het Europees Parlement.

Zolang geen gebruik wordt gemaakt van de mogelijkheid om deze verkiezingen niet langer te laten samenvallen, lijkt het voorgestelde artikel 42*bis*, eerste lid, weinig zinvol, voor wat betreft de verkiezingen voor het Vlaams Parlement, het Waals Parlement en het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement.

L'assemblée générale de la section de législation était composée de

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,
P. LEMMENS,
P. LIÉNARDY,

J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

B. SEUTIN,

W. VAN VAERENBERGH,

J. VELAERS,
M. RIGAUX,
L. DENYS,
Y. DE CORDT,
S. VAN DROOGHENBROECK,
Chr. BEHRENDT,

Madame
Mevrouw

D. LANGBEEN,

De algemene vergadering van de afdeling Wetgeving was samengesteld uit

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

conseillers d'État,
staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling Wetgeving,

greffier en chef,
hoofdgriffier.

Les rapports ont été présentés par
Messieurs W. PAS, premier auditeur
et R. WIMMER, auditeur.

De verslagen werden uitgebracht door
de Heren W. PAS, eerste auditeur en
R. WIMMER, auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise a été
vérifiée sous le contrôle de
Madame M. BAGUET.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van
Mevrouw M. BAGUET.

LE GREFFIER EN CHEF —
DE HOOFGRIFFIER

LE PREMIER PRÉSIDENT —
DE EERSTE VOORZITTER

D. LANGBEEN

R. ANDERSEN